

En pleine crise économique et sociale, le gouvernement persiste dans sa guerre aux chômeurs/ses plutôt qu'au chômage

19 avril 2021





EN PLEINE CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE,
LE GOUVERNEMENT PERSISTE DANS SA GUERRE
AUX CHOMEURS/SES PLUTÔT QU'AU CHOMAGE

Alors que les licenciements s'accumulent par centaines de milliers et que l'emploi se fait très rare, le **gouvernement a maintenu le contrôle de la recherche d'emploi** dans le but de radier massivement les chômeurs/ses, y compris ceux et celles en fin de droits qui survivent avec le RSA (564€) ou l'ASS (504€) ;

Alors qu'il est clair que les travailleurs/ses privé-e-s d'emploi et précaires font parti-e-s des principales victimes du Covid, le gouvernement s'attaque à notre portefeuille en massacrant les Aides Personnalisées au Logement (APL) et use d'un discours nauséabond pour supprimer les allocations familiales ;

Alors que moins d'un-e chômeur/se inscrit-e sur deux est indemnisé-e, le gouvernement persiste à **imposer au 1er juillet une réforme de l'assurance-chômage d'une violence inouïe !**

NOUS REFUSONS LA DEGRADATION DES DROITS DES CHOMEUR-ES ET PRECAIRES

Une réforme assassine qui prévoit 2,3 milliards d'économie sur le dos des plus précaires qui alternent chômage et contrats courts, mais également sur ceux et celles qui ont eu un congé maternité, ou maladie, ou été en activité partielle dans les deux années précédentes.

Après une première censure historique du Conseil d'Etat, ces inégalités flagrantes légitiment **un nouveau recours** des organisations syndicales (CGT et Solidaires notamment) contre le décret.

NOUS LE DISONS HAUT ET FORT : CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS/SES PRIVÉ-E-S D'EMPLOI ET PRECAIRES DE PAYER LA CRISE !

Déjà, **plus de 2 millions de précaires ont perdu leur emploi sans pouvoir être indemnisé-e-s** et ont basculé dans l'enfer des minimas sociaux, tandis que le gouvernement distribue généreusement des millions d'euros d'aides au patronat et que les profits explosent !

Pour stopper l'explosion de la misère, nous exigeons l'indemnisation correcte de tou-te-s les travailleur-euse-s privé-e-s d'emploi et précaires au titre de l'Assurance-Chômage, **y compris les travailleur-euse-s privé-e-s de papiers qui cotisent à fonds perdus**. Pour cela il faut se mobiliser dans le cadre des **Vendredis de la Colère** initiés par les lieux culturels occupés.

VENDREDI 23 AVRIL, rdv à 10H, 78 Boulevard Ney, à Paris devant Pôle-Emploi

Et retrouvons-nous ensuite à la manifestation à Paris, 14H PLACE D'Italie

Manifestons et revendiquons :

- L'abrogation de la réforme de l'assurance-chômage et de celle de l'APL
- Une nouvelle convention indemnisant 100% des chômeurs, chômeuses et précaires
- Une prolongation de l'année blanche pour les intermittent-e-s du spectacle et son extension à tou-te-s les intermittent-e-s de l'emploi et précaires, dès maintenant, avec neutralisation de la période de crise sanitaire pour le calcul des droits
- L'abrogation du décret du 29 décembre 2018 sur les contrôles, l'arrêt des contrôles et le redéploiement des agent-e-s de Pôle emploi vers l'indemnisation et l'accompagnement.

Lire aussi : Voir notre page spécifique consacrée au 23 avril

- Emplacement : ré-agir ensemble > Solidarités > Actualités partenaires >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/En-pleine-crise-economique-et-sociale-le-gouvernement-persiste-dans-sa-guerre>